

Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2024

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Stéphane Dion, suis responsable de la préparation du Rapport financier consolidé de Village de Laurier-Station pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024 et atteste de sa véracité.

[Originale signée]

Signature _____ Date 28 avril 2025

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	4
État consolidé de la situation financière	5
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État consolidé des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	8
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	25
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	26
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	27
Situation financière par organismes	28
Charges par objets	29
Excédent (déficit) accumulé	30
Avantages sociaux futurs	34

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	40
Analyse des charges consolidées	52

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la municipalité de Laurier-Station

Opinion avec réserve

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la municipalité de Laurier-Station et des organismes qui sont sous son contrôle (l'« entité »), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2024 et les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans la section « Fondement de l'opinion avec réserve » de notre rapport, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la municipalité de Laurier-Station et des organismes qui sont sous son contrôle au 31 décembre 2024, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion avec réserve

Dans le cadre de l'application au 1er avril 2022 du chapitre SP 3280, « Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations », la municipalité n'a pas évalué ni comptabilisé, au 31 décembre 2024, de passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations et elle n'a pas fourni les informations requises dans ses états financiers en vertu de la norme. À cet égard, les états financiers dérogent aux normes comptables du *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*. Nous n'avons pas été en mesure d'obtenir des éléments probants suffisants et adéquats en ce qui concerne le montant qui aurait dû être comptabilisé et les informations à fournir sur les obligations liées à la mise hors service des immobilisations. Par conséquent, nous n'avons pas pu déterminer si des ajustements pourraient devoir être apportés aux montant des charges, de l'état des résultats, de l'excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales et des flux de trésorerie pour les exercices terminés le 31 décembre 2024 et le 31 décembre 2023, du passif au 31 décembre 2024 et au 31 décembre 2023, et de l'excédent accumulé au 1^{er} janvier et 31 décembre 2024 et 2023. Nous avons exprimé par conséquent une opinion avec réserve sur les états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 décembre 2023, en raison des incidences possibles de cette limitation de l'étendue des travaux.

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit avec réserve.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la municipalité de Laurier-Station inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14 et S23 et portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.
-

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

[Original signé par]

DÉSAULNIERS, GÉLINAS, LANOUE S.E.N.C.R.L.
Société de comptables professionnels agréés
Laurier-Station (Québec), le 28 avril 2025
Par Gilbert Dubé, CPA Auditeur

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalisations	
		2024	2024	2023
Revenus				
Taxes	1	4 363 292	4 584 491	4 315 391
Compensations tenant lieu de taxes	2	152 710	177 644	147 586
Quotes-parts	3			
Transferts	4	694 244	2 214 464	2 166 141
Services rendus	5	1 340 544	812 187	815 898
Imposition de droits	6	86 000	190 006	101 630
Amendes et pénalités	7	12 000	13 855	4 484
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	12 000	37 819	61 663
Autres revenus	10		3 428 402	659 008
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	6 660 790	11 458 868	8 271 801
Charges				
Administration générale	14	856 859	835 446	735 397
Sécurité publique	15	650 340	708 632	741 546
Transport	16	1 152 472	1 295 921	1 190 334
Hygiène du milieu	17	2 548 985	3 449 465	2 662 920
Santé et bien-être	18	2 000		2 719
Aménagement, urbanisme et développement	19	247 252	596 830	288 843
Loisirs et culture	20	1 143 943	1 201 582	1 083 974
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	510 551	452 706	444 344
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	7 112 402	8 540 582	7 150 077
Excédent (déficit) lié aux activités	25	(451 612)	2 918 286	1 121 724
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		25 958 023	24 836 299
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	27			
Solde redressé	28		25 958 023	24 836 299
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, à la fin de l'exercice	29		28 876 309	25 958 023

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	1 743 295	1 694 657
Débiteurs (note 5)	2	6 401 123	5 724 694
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7		
	8	8 144 418	7 419 351
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10	807 681	187 328
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	2 049 787	1 382 706
Revenus reportés (note 11)	12	230 129	127 640
Dette à long terme (note 12)	13	11 143 983	12 226 267
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14		
Autres passifs (note 14)	15		
	16	14 231 580	13 923 941
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(6 087 162)	(6 504 590)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	34 217 009	32 089 929
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	654 610	372 684
Stocks de fournitures	20		
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	91 852	
	23	34 963 471	32 462 613
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	28 876 309	25 958 023
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	28 876 309	25 958 023
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	28 876 309	25 958 023
Obligations contractuelles (note 19)			
Droits contractuels (note 20)			
Passifs éventuels (note 21)			
Actifs éventuels (note 22)			

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalisations	
		2024	2024	2023
Excédent (déficit) lié aux activités	1	(451 612)	2 918 286	1 121 724
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	118 070)(	4 450 224)(	2 493 666)
Produit de cession	3		762 361	24 000
Amortissement	4	1 000 000	1 594 558	1 528 663
(Gain) perte sur cession	5		(33 777)	45 734
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8	881 930	(2 127 082)	(895 269)
Variation des propriétés destinées à la revente	9		(281 926)	4 077
Variation des stocks de fournitures	10			
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		(91 852)	29 197
	13		(373 778)	33 274
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15		2	2
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	430 318	417 428	259 731
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(6 504 590)	(6 764 321)
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(6 504 590)	(6 764 321)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(6 087 162)	(6 504 590)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

L'état consolidé des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté, car l'organisme ne détient aucun instrument financier évalué à la juste valeur ou découlant d'une opération en devises pour lequel aucun choix n'a été effectué en vertu du paragraphe .19A du chapitre SP 2601 - *Conversion des devises*.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	2 918 286	1 121 724
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	1 594 558	1 528 663
Autres			
▪ (Gain) perte sur cession immobilisations	3.1	(33 777)	45 734
▪ Ajustement	3.2		
	4	4 479 067	2 696 121
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	5	(676 429)	(581 555)
Autres actifs financiers	6		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	7	667 081	(202 733)
Revenus reportés	8	102 489	44 495
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	9		
Propriétés destinées à la revente	10	(281 926)	4 077
Stocks de fournitures	11		
Autres actifs non financiers	12	(91 852)	29 197
	13	4 198 430	1 989 602
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	14 (	4 450 224) (	2 493 666)
Produit de cession des immobilisations corporelles	15	762 361	24 000
Acquisition d'actifs incorporels achetés	16 ()	(
Produit de cession des actifs incorporels achetés	17		
	18	(3 687 863)	(2 469 666)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	19 ()	(
Remboursement ou cession	20		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	21 ()	(
Cession	22		
	23		
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	24		4 746 654
Remboursement de la dette à long terme	25 (	1 107 979) (	1 631 840)
Variation nette des emprunts temporaires	26	620 353	(2 849 444)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	25 695	(26 739)
Autres			
▪ Ajustement	28.1	2	2
	29	(461 929)	238 633
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	48 638	(241 431)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	1 694 657	1 936 088
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	32		
Solde redressé	33	1 694 657	1 936 088
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	1 743 295	1 694 657

Éléments sans effet sur la trésorerie (note 23)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

1. Statut de l'organisme municipal

La Municipalité de Laurier-Station est un organisme municipal constitué et régi en vertu du code Municipal de la province de Québec. Elle est dirigée par un conseil

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH). Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée à la page S23.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression «administration municipale» réfère à la municipalité excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

Voir b)

a) Périmètre comptable

S.O.

b) Partenariats

RÉGIE INTERMUNICIPALE D'AQUEDUC ET D'ÉGOUT DE LOTBINIÈRE-CENTRE

La municipalité est membre de la régie intermunicipale d'aqueduc et d'égout de Lotbinière-Centre composée de 2 municipalités. La régie est responsable de la gestion du traitement de l'eau potable, du traitement des eaux usées et de réseaux d'aqueduc et d'égouts.

Les dépenses de l'organisme, après déduction des revenus, sont réparties entre les membres en fonction de la consommation réelle d'eau en ce qui a trait aux dépenses de fonctionnement. La proportion maximale pour la municipalité de Laurier-Station est de 73% avant le 11 juillet 2020 et par la suite 69%. Pour la portion des dépenses relatives aux immobilisations, les quotes-parts sont réparties en fonction du débit réservé d'eau de chaque municipalité.

La quote-part de la municipalité pour 2024 est de 1 369 299\$. La quote-part de l'endettement net à long terme de la municipalité est 3 018 756\$.

L'organisme inclus dans le périmètre comptable municipal est consolidé avec la municipalité pour l'exercice 2023 et 2024.

RÉGIE INTERMUNICIPALE DE COLLECTE DE LOTBINIÈRE CENTRE

La Régie intermunicipale de collecte de Lotbinière centre a été constituée le 18 avril 2023, en vertu du Code municipal du Québec (LRQ. c.C-27.1).

La municipalité est membre de la régie intermunicipale de collecte de Lotbinière Centre composée de 6 municipalités.

La Régie est responsable de la gestion globale des matières organiques des municipalités de Dosquet, Notre-Dame-du-Sacré-Coeur-D'Issoudun, Laurier-Station, Saint-Édouard-de-Lotbinière, Saint-Flavien et Val-Alain.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les dépenses de l'organisme, après déduction des revenus, sont réparties entre les municipalités participantes au prorata du temps annuel passé par le camion dans chacune des municipalités, au cours de l'année précédente, soit un pourcentage de 18.86 % pour l'exercice 2024. La quote-part de la municipalité pour 2024 est de 114 149\$.

B) Comptabilité d'exercice

Les organismes municipaux doivent utiliser la méthode de comptabilité d'exercice.

Utilisation d'estimations :

Pour préparer les états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, la direction de la municipalité doit établir des estimations et poser des hypothèses qui influent sur les montants des actifs et passifs et les informations à fournir sur les actifs et les passifs éventuels à la date du bilan ainsi que sur le montant des revenus et des charges de l'exercice. Les principales estimations portent sur la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, la durée de vie utile estimative des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux et les frais courus. Ces estimations sont révisées périodiquement et, s'ils s'avèrent nécessaires, des ajustements sont portés aux résultats de l'exercice où ils sont connus.

C) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie :

La politique de la municipalité consiste à présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent souvent entre le positif et le négatif et les placements temporaires dont les échéances n'excèdent pas trois mois à partir de la date d'acquisition. De plus, les dépôts à terme que la municipalité ne peut utiliser pour ses opérations courantes parce qu'ils sont affectés à des garanties ne sont pas inclus dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis selon la méthode du taux effectif sur la durée de l'emprunt. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais à l'état de la situation financière.

Revenus reportés

Les montants perçus sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par le fonds.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

E) Actifs non financiers

immobilisations

Les immobilisations, comptabilisées au coût. Elles sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative selon la méthode de l'amortissement linéaire en fonction des périodes suivantes:

Infrastructures - 30 et 50 ans

Infrastructures réseau routier - 5, 20, 25 et 50 ans

Infrastructure aménagement - 20 ans

Infrastructure autres - 5, 15, 25 et 40 ans

Bâtiment - 20 et 50 ans

Véhicules - 5, 10 et 20 ans

Ameublement et équipement de bureau - 5, 10 et 20 ans

Machinerie et équipement - 5 et 35 ans

Les immobilisations corporelles en cours sont amorties dès leur mise en service. L'amortissement des immobilisations corporelles est inclus dans les charges à l'état des résultats, mais retiré aux fins du calcul de l'excédent (du déficit) de fonctionnement à des fins fiscales.

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de la municipalité de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation corporelle est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations corporelles est passée en charges à l'état des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

Les terrains rattachés à une immobilisation, ceux sous-jacents à des infrastructures ou à des parcs et terrains de jeux ne font plus l'objet d'amortissement.

Propriétés destinées à la revente

Pour les propriétés destinées à la revente, un revenu est constaté aux résultats lors de leur disposition et le coût de leur acquisition est reconnu comme charge à ce moment.

Par la suite, l'investissement net dans les éléments d'actif à long terme est débité pour un montant équivalant au coût de l'actif vendu, en contrepartie d'une affectation à l'excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales.

F) Revenus

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants:

Taxes

Le traitement comptable des taxes suit les normes du chapitre *SP 3510 – Recettes fiscales* du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public.

Les revenus de taxes doivent être constatés lors du dépôt des rôles de perception générale et spéciaux ou de tout autre document comprenant notamment le nom du débiteur, la base de taxation, les taux imposés par règlement afférents aux taxes foncières, aux taxes non foncières, et aux modes de tarification ainsi que le montant à payer.

Compensations tenant lieu de taxes

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées si elles ont fait l'objet d'une demande de paiement sauf pour celles provenant du gouvernement du Québec et de ses entreprises où une demande n'a plus à être adressée.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Transferts

Le traitement comptable des transferts suit les normes du chapitre *SP 3410 – Paiements de transfert* du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public.

Les revenus de transfert sont constatés sur la base de la comptabilité d'exercice dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où :

- les transferts ont été autorisés;
- les bénéficiaires ont satisfait aux critères d'admissibilité, s'il en est;
- il est possible de faire une estimation raisonnable des montants en cause.

Les revenus de transfert reçus avant que les critères de constatation des revenus n'aient été atteints doivent être présentés à titre de revenus reportés dans les états financiers tant que ces critères ne sont pas atteints.

Services rendus

Les revenus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance.

Droits de mutation immobilière

Ces droits sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'Officier de la publicité foncière.

Amendes

Le traitement comptable des amendes suit les normes du chapitre *SP 3400 – Revenus* du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public.

Les revenus d'amendes constituent des revenus tirés d'une opération sans obligation de prestation. La constatation de ces revenus doit se faire lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- l'organisme municipal a le pouvoir de revendiquer ou de prélever une entrée de ressources économiques;
- elle relève d'une opération ou d'un événement passé qui est à l'origine d'un actif.

Selon le paragraphe SP 3400.54, la date de l'infraction ne constitue pas nécessairement en soi l'événement passé, car l'amende ne constituait peut-être pas à cette date une créance exécutoire. Voici des événements avant lesquels il ne peut pas y avoir de créance exécutoire :

- l'assigné plaide coupable;
- le délai pour contester l'assignation expire;
- un jugement est rendu par un arbitre ou un tribunal.

Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles ou d'actifs incorporels achetés

La cession d'immobilisations corporelles ou d'actifs incorporels achetés se comptabilise à la date de l'acte de transfert.

Autres revenus

Le traitement comptable des autres revenus suit les normes du chapitre *SP 3400 – Revenus* du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public.

Les revenus tirés d'une opération avec obligations de prestation sont constatés lorsque l'entité du secteur public remplit (ou à mesure qu'elle remplit) l'obligation de prestation en fournissant les biens ou services au payeur.

L'entité du secteur public doit constater comme revenu la portion du prix de transaction, soit le montant de la contrepartie que l'entité du secteur public s'attend à recevoir en échange de la fourniture des biens ou services promis au payeur, attribuée à l'obligation de prestation qui est remplie.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les revenus tirés d'une opération sans obligations de prestation sont constatés les conditions suivantes sont réunies :

1. l'entité du secteur public a le pouvoir de revendiquer ou de prélever une entrée de ressources économiques;
2. elle relève une opération passée ou un événement passé qui est à l'origine d'un actif.

L'entité du secteur public doit constater les revenus tirés d'opérations sans obligations de prestation à leur valeur de réalisation. Celle-ci représente l'avantage économique futur que l'entité du secteur public s'attend à obtenir.

G) Avantages sociaux futurs

S.O.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Financement à long terme des activités de fonctionnement :

- pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette;

I) Instruments financiers

Lors de leur comptabilisation initiale, les instruments financiers sont classés soit dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement soit dans celle sur les instruments financiers évalués à la juste valeur. Les opérations qui ne sont pas de nature contractuelle ne génèrent pas d'éléments considérés comme des instruments financiers.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie et les débiteurs, à l'exception des taxes à la consommation à recevoir, sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les emprunts temporaires, les dettes à long terme et les créditeurs et charges à payer, à l'exception des taxes à la consommation à payer, sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les coûts de transaction sont ajoutés à la valeur comptable des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement lors de leur comptabilisation initiale.

J) Autres éléments

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

3. Modification de méthodes comptables

Revenus

À compter du présent exercice, l'entité a adopté les exigences du nouveau chapitre SP 3400, *Revenus* du *Manuel de comptabilité de CPA Canada* pour le secteur public, applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2023. Le chapitre SP 3400 comprend des exigences relatives à la comptabilisation et à la présentation des revenus. Particulièrement, il différencie les revenus issus des opérations qui comportent des obligations de prestation, appelées «opérations avec contrepartie», de ceux issus des opérations sans obligations de prestation, appelées «opérations sans contrepartie».

Opérations avec contrepartie

Conformément aux exigences du nouveau chapitre SP 3400, la constatation du revenu tiré d'une opération avec obligations de prestation doit se faire lorsque l'entité du secteur public remplit (ou à mesure qu'elle remplit) l'obligation de prestation en fournissant les biens ou services au payeur.

L'entité du secteur public doit constater comme revenu la portion du prix de transaction, soit le montant de la contrepartie que l'entité du secteur public s'attend à recevoir en échange de la fourniture des biens ou services promis au payeur, attribuée à l'obligation de prestation qui est remplie.

Opérations sans contrepartie

Conformément aux exigences du nouveau chapitre SP 3400, la constatation du revenu tiré d'une opération sans obligations de prestation doit se faire lorsque les conditions suivantes sont réunies :

1. l'entité du secteur public a le pouvoir de revendiquer ou de prélever une entrée de ressources économiques;
2. elle relève une opération passée ou un événement passé qui est à l'origine d'un actif.

L'entité du secteur public doit constater les revenus tirés d'opérations sans obligations de prestation à leur valeur de réalisation. Celle-ci représente l'avantage économique futur que l'entité du secteur public s'attend à obtenir.

Ces nouvelles exigences ont été appliquées de façon prospective. Ainsi, il n'y a eu aucun retraitement des états financiers de l'exercice antérieur. L'application de ces modifications n'a eu aucune incidence sur la valeur comptable des actifs financiers et des passifs financiers de l'entité au 1er janvier 2024.

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2024	2023
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	1 743 295	1 694 657
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2		
Autres éléments	3.1		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	1 743 295	1 694 657
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5 ()()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6	1 743 295	1 694 657
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7	220 522	182 759
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

5. Débiteurs

		2024	2023
Taxes municipales	9	141 503	233 801
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	3 738 780	4 118 017
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	1 005 847	547 743
Organismes municipaux	13	831 329	600 373
Autres			
▪ Autres	14.1	683 664	224 760
	15	6 401 123	5 724 694
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	2 608 589	2 273 665
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18	329 226	554 319
Autres tiers	19		
	20	2 937 815	2 827 984
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	21		
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	22	2 647 193	2 651 964
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	23		
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	24	454 840	502 045
Ministère de la Culture et des Communications	25		
Autres ministères/organismes	26	636 747	964 008
	27	3 738 780	4 118 017

Note**6. Prêts**

		2024	2023
Prêts à un office d'habitation	28		
Prêts à un fonds d'investissement	29		
Autres			
▪	30.1		
	31		
Provision pour moins-value déduite des prêts	32		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

7. Placements de portefeuille

	2024	2023
Évalués au coût ou au coût après amortissement		
Placements à titre d'investissement	33	
Autres placements	34	
Évalués à la juste valeur		
Placements à titre d'investissement	35	
Autres placements	36	
	37	
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	38	
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	39	

Note**8. Autres actifs financiers**

	2024	2023
Propriétés destinées à la revente (note 16)	40	
Autres		
▪	41.1	
	42	

Note**9. Emprunts temporaires**

La municipalité dispose d'une marge de crédit de fonctionnement d'un montant maximum autorisé de 500 000\$, garantie par une hypothèque sans dépossession sur les taxes municipales à recevoir, portant intérêts au taux préférentiel majoré de 0.25% selon les dispositions établies pour la période échéant en juin 2024. Aucun montant utilisé au 31 décembre 2024.

La municipalité dispose d'une marge de crédit d'investissement d'un montant maximum autorisé de 3 285 000\$, portant intérêts au taux préférentiel majoré de 0.25% selon les dispositions établies pour la période échéant en août 2025. Le solde au 31 décembre 2024 est de 500 000\$.

La Régie intermunicipale d'aqueduc et d'égout de Lotbinière-centre dispose d'une marge de crédit de fonctionnement d'un montant autorisé de 275 000\$, portant intérêts au taux préférentiel plus une prime de 0.5% Taux d'intérêts modifiable en tout temps. Le montant autorisé maximum pour la municipalité de Laurier-Station est de 199 235\$ et aucun montant utilisé au 31 décembre 2024.

La Régie intermunicipale d'aqueduc et d'égout de Lotbinière-centre dispose d'une marge de crédit d'investissement d'un montant autorisé de 452 203\$, portant intérêts au taux préférentiel. Taux d'intérêts modifiable en tout temps. Le montant autorisé maximum pour la municipalité de Laurier-Station est de 312 020\$ et le montant utilisé au 31 décembre 2024 est de 187 328\$.

La Régie intermunicipale d'aqueduc et d'égout de Lotbinière-centre dispose d'une marge de crédit d'investissement d'un montant autorisé de 3 424 200\$, portant intérêts au taux préférentiel. Taux d'intérêts modifiable en tout temps. Le montant autorisé maximum pour la municipalité de Laurier-Station est de 2 362 698\$ et le montant utilisé au 31 décembre 2024 est de 120 353\$.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

10. Crédoiteurs et charges à payer

		2024	2023
Fournisseurs	43	582 324	225 710
Salaires et avantages sociaux	44	132 860	117 474
Dépôts et retenues de garantie	45	222 829	218 324
Provision pour contestations d'évaluation	46		
Autres			
▪ Organismes municipaux	47.1	978 333	695 483
▪ Intérêts courus sur dette à long terme	47.2	111 305	116 436
▪ Autres courus et passifs	47.3	22 136	9 279
	48	2 049 787	1 382 706

Note**11. Revenus reportés**

		2024	2023
Taxes perçues d'avance	49		
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	50		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	51		
Accès entreprise Québec	52		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	53		
Autres			
▪ Soutien à la coopération intermunicipale - FRR volet 4	54.1	126 305	37 420
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	55		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	56		
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	57		
Société québécoise d'assainissement des eaux	58		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	59		
Autres contributions des promoteurs	60		
Fonds de redevances réglementaires	61		
Autres			
▪ Loyers perçus d'avance, acomptes terrain	62.1	35 898	39 685
▪ Acomptes terrains	62.2	67 926	31 785
▪ Autres	62.3		18 750
	63	230 129	127 640

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

12. Dette à long terme

	Taux d'intérêt		Échéance			2024	2023
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne		5,65	2025	2029	64	11 183 576	12 291 555
Obligations et billets en monnaies étrangères					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					68		
Autres					69		
					70	11 183 576	12 291 555
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	(39 593)	(65 288)
					72	11 143 983	12 226 267

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2024
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2025	73		3 335 604			3 335 604
2026	74		835 228			835 228
2027	75		1 145 509			1 145 509
2028	76		5 147 078			5 147 078
2029	77		720 157			720 157
2030 et plus	78					
	79		11 183 576			11 183 576
Intérêts et frais accessoires	80		()		()	
	81		11 183 576			11 183 576

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

13. Avantages sociaux futurs

	2024	2023
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82	
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83	
	84	
Charge de l'exercice		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85	
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86	
Régimes à cotisations déterminées	87	
Autres régimes (REER et autres)	88	24 160
Régimes de retraite des élus municipaux	89	20 737
	90	24 160
		20 737

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**14. Autres passifs**

	2024	2023
Assainissement des sites contaminés	91	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	92	
Autres		
▪	93.1	
	94	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	95	
Passifs engagés	96	
Passifs réglés	97	() ()
Charge de désactualisation ¹	98	
Révisions des estimations de flux de trésorerie	99	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	100	

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	101	4 738 483	215 342	(349 537)	5 303 362
Eaux usées	102	4 422 189	336 781		4 758 970
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	103	13 033 312	2 701 819	56 539	15 678 592
Autres					
▪ Autres	104.1	17 439 215	409 667	(12 126)	17 861 008
Réseau d'électricité	105				
Bâtiments	106	5 446 120	67 193		5 513 313
Améliorations locatives	107				
Véhicules	108	2 305 214	181 885	1 287 821	1 199 278
Ameublement et équipement de bureau	109	61 871		13 210	48 661
Machinerie, outillage et équipement divers	110	614 125	183 568	23 799	773 894
Terrains	111	1 365 395	177 747		1 543 142
Autres	112				
	113	49 425 924	4 274 002	1 019 706	52 680 220
Immobilisations en cours	114	858 539	176 222	454 147	580 614
	115	50 284 463	4 450 224	1 473 853	53 260 834

AMORTISSEMENT CUMULÉ

Infrastructures					
Eau potable	116	1 700 302	132 584		1 832 886
Eaux usées	117	1 832 446	114 766		1 947 212
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	118	4 486 547	535 289	148 722	4 873 114
Autres					
▪ Autres	119.1	6 496 954	516 856		7 013 810
Réseau d'électricité	120				
Bâtiments	121	2 052 881	151 493		2 204 374
Améliorations locatives	122				
Véhicules	123	1 256 103	68 363	560 358	764 108
Ameublement et équipement de bureau	124	44 619	6 717	13 210	38 126
Machinerie, outillage et équipement divers	125	324 682	68 490	22 977	370 195
Autres	126				
	127	18 194 534	1 594 558	745 267	19 043 825
VALEUR COMPTABLE NETTE	128	32 089 929			34 217 009

Biens loués en vertu de contrats
de location-acquisition inclus
dans les immobilisations corporelles

Coût	129				
Amortissement cumulé	130	()	()
Valeur comptable nette	131				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

16. Propriétés destinées à la revente

		2024	2023
Immeubles de la réserve foncière	132	564 610	362 759
Immeubles industriels municipaux	133	90 000	9 925
Autres	134		
	135	654 610	372 684
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	136		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	137	654 610	372 684

Note**17. Actifs incorporels achetés**

	Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT				
▪	138.1			
	139			
AMORTISSEMENT CUMULÉ				
▪	140.1			
	141			
VALEUR COMPTABLE NETTE	142			

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2024	2023
Frais payés d'avance			
▪ Frais payés d'avance	143.1	91 852	
Autres			
▪	144.1		
	145	91 852	

Note**19. Obligations contractuelles****a) Contrats de déneigement**

La municipalité de Laurier-Station s'est engagée par un contrat d'une durée de 3 ans à payer des sommes totalisant 78 111\$ (taxes nettes), pour le déneigement de la patinoire et des stationnements. Les versements à effectuer au cours des prochains exercices (taxes nettes) en vertu de ce contrat sont les suivants:

2025 - 26 037\$

2026 - 17 358\$

b) Contrats de déneigement

La municipalité de Laurier-Station s'est engagée par un contrat d'une durée de 3 ans à payer des sommes totalisant 771 343\$ (taxes nettes), pour le déneigement des rues et des bornes fontaines. Les versements à effectuer au cours des prochains exercices (taxes nettes) en vertu de ce contrat sont les suivants:

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

2025 - 257 114\$

2026 - 171 410\$

c) Contrats de déneigement

La municipalité de Laurier-Station s'est engagée par un contrat d'une durée de 3 ans à payer des sommes totalisant 79 055\$ (taxes nettes) pour l'entretien d'hiver des trottoirs et des pistes cyclables. Les versements à effectuer au cours des prochains exercices (taxes nettes) en vertu de ce contrat sont les suivants:

2025 - 26 352\$

2026 - 26 352\$

2027 - 17 567\$

d) Contrats de location

La municipalité de Laurier-Station s'est engagée par un contrat d'une durée de 5 ans à payer des sommes totalisant 210 729\$ (taxes nettes) pour la location d'un bâtiment. Les versements à effectuer au cours des prochains exercices (taxes nettes) en vertu de ce contrat sont les suivants:

2025 - 41 339\$

2026 - 42 844\$

2027 - 44 398\$

2028 - 26 506\$

e) Contrats pour la tonte de gazon

La municipalité de Laurier-Station s'est engagée par un contrat d'une durée de 2 ans à payer des sommes totalisant 89 438\$ (taxes nettes), pour la tonte de gazon. Les versements à effectuer au cours des prochains exercices (taxes nettes) en vertu de ce contrat sont les suivants:

2025 - 44 719\$

2026 - 44 719\$

20. Droits contractuels

a) Une programmation de travaux version # 1 pour la TECQ 2024-2028 a été transmise le 9 avril 2025. Dans cette programmation les investissements autonomes à réaliser pour la durée du programme sont de 350 253\$\$ et les travaux subventionnés de 1 131 675\$ pour un total de travaux à effectuer de 1 481 928\$. Les travaux doivent être exécutés avant le 31 décembre 2028. En date des états financiers, des travaux subventionnés ont été engagés pour un montant de 123 474\$, donc une somme de 1 008 201\$ reste à dépenser. Aucun montant d'investissement autonome à réaliser pour la durée du programme a été investis en date du 31 décembre 2024.

b) Une promesse d'aide d'un montant de 1 254 392\$ représentant 75% du coût maximal admissible a été accordée dans le cadre du programme PRIMEAU. Le solde des travaux sera financé par un emprunt à long terme. Au 31 décembre des travaux ont été engagés pour une somme de 2 755 188\$ à financer par ce programme pour un montant de 1 254 392\$, par d'autres sources de revenus d'un montant de 695 745\$ et par un emprunt à contracter d'un montant de 1 433 000\$. Un solde disponible de règlement d'emprunt fermé pour ce projet sera de 627 949\$.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

c) La Régie intermunicipale d'aqueduc et d'égout de Lotbinière-centre a reçu la confirmation qu'il est admissible à une aide financière de 2 032 130 \$ s'appliquant à un coût admissible de 2 540 162 \$ dans le cadre du sous-volet 1.2 du Fonds pour l'infrastructure municipale d'eau pour le remplacement d'une conduite de refoulement. En date des états financiers des travaux d'un montant de 2 731 195 \$ sont effectués et un montant de 1 869 852 \$ a été constaté à titre de revenus et un solde de 162 278\$ demeure disponible pour les dépenses futures.

d) En mai 2023 la municipalité a conclu un accord prévoyant la vente d'un bâtiment avec la possibilité de location avec option d'achat, advenant que l'acheteur se prévaut de son option d'acheter l'immeuble, 80% des sommes versées jusqu'à présent pour la location seront soustraites au prix de vente. Encaissement des revenus de location à recevoir au cours des prochains exercices en vertu de ce contrat sont les suivants:

2025 - 63 000\$

2025 - 69 000\$

21. Passifs éventuels

S.O.

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2024	2023
Emprunts temporaires			
▪ S.O.	146.1		
	147		
Dettes à long terme			
▪ S.O.	148.1		
	149		
	150		

S.O.

B) Auto-assurance

S.O.

C) Poursuites

S.O.

D) Autres

La Municipalité s'est engagée à participer, jusqu'à concurrence de 10%, au déficit d'exploitation de l'Office Municipal d'habitation de Laurier-Station. Les états financiers tiennent compte d'un estimé du déficit de l'année 2024.

22. Actifs éventuels

S.O.

23. Éléments sans effet sur la trésorerie

S.O.

24. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

25. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'organisme municipal et un budget adopté par l'organisme contrôlé, compte tenu de l'élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'organisme municipal est également présentée dans les informations sectorielles.

26. Instruments financiers

Gestion des risques liés aux instruments financiers

Dans le cours normal de ses activités, l'organisme municipal est exposé à différents types de risques, tels que le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit potentiels pour l'organisme municipal sont liés aux débiteurs, à l'exception des taxes à la consommation à recevoir.

L'exposition maximale de l'organisme municipal au risque de crédit correspond aux montants présentés à l'état de la situation financière au 31 décembre.

Débiteurs

Le risque de crédit associé aux débiteurs autres que les taxes à la consommation à recevoir est réduit, puisque l'organisme municipal évalue régulièrement la probabilité de recouvrement. La municipalité juge que le risque de crédit afférent aux sommes à recevoir des gouvernements du Québec et du Canada n'est pas important.

L'organisme municipal ne détient aucun actif en garantie des débiteurs. En raison de la diversité de ses débiteurs et de leurs secteurs d'activité, l'organisme municipal croit que la concentration du risque de crédit à l'égard de ceux-ci est minime. Il établit la provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit spécifique et des tendances historiques des débiteurs. Il enregistre une dépréciation seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain.

La balance chronologique des débiteurs représente un montant 825 167\$ et n'inclut aucun montant en souffrance.

L'organisme municipal est d'avis que la provision pour créances douteuses est suffisante pour couvrir le risque de non-paiement.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que l'organisme municipal éprouve des difficultés à honorer ses engagements financiers. L'organisme municipal gère ce risque en tenant compte de ses besoins opérationnels et en recourant à ses facilités de crédit. L'organisme municipal établit des prévisions de trésorerie afin de s'assurer qu'il dispose des fonds nécessaires pour satisfaire ses obligations.

Les flux de trésorerie contractuels relatifs aux passifs financiers se détaillent comme suit:

	<u>Moins d'un an</u>	<u>De 1 à 3 ans</u>	<u>De 4 à 5 ans</u>	<u>Plus de 5 ans</u>	<u>Total</u>
	\$	\$	\$	\$	\$
Emprunts temporaires	807 681	-	-	-	807 681
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instruments financiers	2 049 787	-	-	-	2 049 787
Dette à long terme	<u>3 335 604</u>	<u>1 980 737</u>	<u>5 867 235</u>	-	<u>11 183 576</u>
Total	<u>6 193 072</u>	<u>1 980 737</u>	<u>5 867 235</u>	-	<u>14 041 044</u>

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations du prix du marché. Le risque de marché comprend le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. L'organisme municipal est exposé à ces risques.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que les instruments financiers varient de façon défavorable en fonction des fluctuations des taux d'intérêt, qu'ils soient à taux d'intérêt fixe ou à taux d'intérêt variable. Les instruments financiers à taux d'intérêt fixe assujettissent la municipalité au risque de variations de la juste valeur et ceux à taux d'intérêt variable, à un risque de flux de trésorerie.

La municipalité n'utilise pas de dérivés financiers pour réduire son exposition au risque de taux d'intérêt.

Une augmentation ou une diminution raisonnablement possible des taux d'intérêt de 1 % aux 31 décembre 2024 n'aurait pas d'incidence significative sur l'excédent (le déficit) de l'exercice ni sur les gains de réévaluation nets de l'exercice.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Budget 2024		Réalisations 2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats
						Total consolidé ¹
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	4 315 391	4 363 292	4 584 491		4 584 491
Compensations tenant lieu de taxes	2	147 586	152 710	177 644		177 644
Quotes-parts	3					1 324 377
Transferts	4	764 534	596 727	1 072 306		54 085
Services rendus	5	791 035	1 333 801	805 926		6 261
Imposition de droits	6	101 630	86 000	190 006		
Amendes et pénalités	7	4 484	12 000	13 855		
Revenus de placements de portefeuille	8					
Autres revenus d'intérêts	9	61 663	12 000	37 129		690
Autres revenus	10	86 728		2 468 492		(1 682)
Effet net des opérations de restructuration	11					
	12	6 273 051	6 556 530	9 349 849		1 383 731
Investissement						
Taxes	13					
Quotes-parts	14					159 072
Transferts	15	1 050 261		1 041 566		46 507
Imposition de droits	16					
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	17					
Autres	18	575 751		961 592		
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19					
Effet net des opérations de restructuration	20					
	21	1 626 012		2 003 158		205 579
	22	7 899 063	6 556 530	11 353 007		1 589 310
Charges						
Administration générale	23	718 073	845 672	818 122	17 324	74 883
Sécurité publique	24	677 691	593 340	645 185	63 447	
Transport	25	677 189	748 472	705 766	590 155	
Hygiène du milieu	26	2 325 114	2 669 770	3 358 521	344 726	1 154 784
Santé et bien-être	27	2 719	2 000			
Aménagement, urbanisme et développement	28	246 310	213 252	546 646	50 184	
Loisirs et culture	29	893 997	972 943	973 227	228 355	
Réseau d'électricité	30					
Frais de financement	31	247 748	323 451	249 937		202 769
Effet net des opérations de restructuration	32					
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33	1 237 926	1 000 000	1 294 191 (	1 294 191)	
	34	7 026 767	7 368 900	8 591 595		1 432 436
Excédent (déficit) lié aux activités	35	872 296	(812 370)	2 761 412		156 874

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Budget 2024		Réalisations 2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Excédent (déficit) lié aux activités	1	872 296	(812 370)	2 761 412	156 874	2 918 286
Moins : revenus d'investissement	2	(1 626 012)	()	(2 003 158)	(205 579)	(2 049 665)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(753 716)	(812 370)	758 254	(48 705)	868 621
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés						
Amortissement	4	1 237 926	1 000 000	1 294 191	300 367	1 594 558
Produit de cession	5	24 000		762 361		762 361
(Gain) perte sur cession	6	45 734		(33 777)		(33 777)
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	1 307 660	1 000 000	2 022 775	300 367	2 323 142
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9	55 467		289 896		289 896
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11	55 467		289 896		289 896
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12					
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14					
	15					
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16					
Remboursement de la dette à long terme	17	(275 433)	(440 424)	(384 908)	(195 384)	(580 292)
	18	(275 433)	(440 424)	(384 908)	(195 384)	(580 292)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(462 472)	(118 070)	(1 064 954)	(30 990)	(1 255 016)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	9 317		20 000		20 000
Excédent de fonctionnement affecté	21	512 848	408 627	204 457		204 457
Réserves financières et fonds réservés	22	(45 231)	(37 763)	23 479	(24 868)	(1 389)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23					
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	14 462	252 794	(817 018)	(55 858)	(1 031 948)
	26	1 102 156	812 370	1 110 745	49 125	1 000 798
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	348 440		1 868 999	420	1 869 419

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023		Réalisations 2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	1 626 012	2 003 158	205 579	2 049 665
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés					
Acquisition d'immobilisations corporelles					
Administration générale	2 (	66 142)(	176 547)(	) (	176 547)
Sécurité publique	3 () () () ()
Transport	4 (	489 375)(	3 014 577)(	) (	3 014 577)
Hygiène du milieu	5 (	317 548)(	215 342)(	292 720)(	508 062)
Santé et bien-être	6 () () () ()
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	478 165)(	513 409)(	) (	513 409)
Loisirs et culture	8 (	859 977)(	237 629)(	) (	237 629)
Réseau d'électricité	9 () () () ()
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 () () () ()
	11 (	2 211 207)(	4 157 504)(	292 720)(	4 450 224)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	12 (	51 391)(	571 821)(	) (	571 821)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	13 () () () ()
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	14	3 316 027	(586 712)	(6 201)	(592 913)
Affectations					
Activités de fonctionnement	15	462 472	1 064 954	30 990	1 255 016
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	16	201 762	494 835		494 835
Excédent de fonctionnement affecté	17		36 473		36 473
Réserves financières et fonds réservés	18		1 338 378		1 338 378
	19	664 234	2 934 640	30 990	3 124 702
	20	1 717 663	(2 381 397)	(267 931)	(2 490 256)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	3 343 675	(378 239)	(62 352)	(440 591)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2023	Administration municipale	Administration municipale	2024 Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS						
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	1 521 983		1 641 804	101 491	1 743 295
Débiteurs (note 5)	2	4 111 035		4 748 057	1 653 066	6 401 123
Prêts (note 6)	3					
Placements de portefeuille (note 7)	4					
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5					
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6					
Autres actifs financiers (note 8)	7					
	8	5 633 018		6 389 861	1 754 557	8 144 418
PASSIFS						
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9					
Emprunts temporaires (note 9)	10			500 000	307 681	807 681
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	1 207 112		1 870 153	179 634	2 049 787
Revenus reportés (note 11)	12	90 220		230 129	15 281	230 129
Dette à long terme (note 12)	13	7 879 404		7 087 851	4 056 132	11 143 983
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14					
Autres passifs (note 14)	15					
	16	9 176 736		9 688 133	4 558 728	14 231 580
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(3 543 718)		(3 298 272)	(2 804 171)	(6 087 162)
ACTIFS NON FINANCIERS						
Immobilisations corporelles (note 15)	18	24 166 757		26 301 484	7 915 525	34 217 009
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	372 684		654 610		654 610
Stocks de fournitures	20					
Actifs incorporels achetés (note 17)	21					
Autres actifs non financiers (note 18)	22	3 297		102 610	4 523	91 852
	23	24 542 738		27 058 704	7 920 048	34 963 471
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	24	638 267		1 794 034	33 874	1 827 908
Excédent de fonctionnement affecté	25	460 100		417 567		417 567
Réserves financières et fonds réservés	26	2 442 801		2 153 574	188 667	2 342 241
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	27 (	) (		) (	115 774) (	115 774)
Financement des investissements en cours	28	(643 569)		(2 094 437)	(254 547)	(2 348 984)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	29	18 101 421		21 489 694	5 263 657	26 753 351
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	30					
	31	20 999 020		23 760 432	5 115 877	28 876 309
Obligations contractuelles (note 19)						
Droits contractuels (note 20)						
Passifs éventuels (note 21)						
Actifs éventuels (note 22)						

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
Rémunération					
Liée au programme Accès entreprise Québec	1				
Autre	2	1 436 409	1 497 272	1 589 276	1 531 061
Charges sociales					
Liées au programme Accès entreprise Québec	3				
Autres	4	280 057	250 944	267 499	253 321
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	5				
Ententes de services					
Services de transport collectif	6				
Autres services	7				
Autres biens et services	8	2 102 324	3 122 489	3 829 080	2 935 638
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	9	283 778	192 615	338 037	321 920
D'autres organismes municipaux	10	5 334	7 334	7 334	16 678
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11	34 339	49 988	93 496	87 933
D'autres tiers	12				
Autres frais de financement	13			13 839	17 813
Contributions					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	14	1 661 964	1 772 040	402 741	362 757
Transferts	15				
Autres	16				
Autres					
Transferts	17				
Autres	18	564 695	112 326	112 326	38 826
Amortissement					
Immobilisations corporelles	19	1 000 000	1 294 191	1 594 558	1 528 663
Actifs incorporels achetés	20				
Autres					
▪ Coût des propriétés vendues	21.1		289 896	289 896	55 467
▪ Autres	21.2		2 500	2 500	
	22	7 368 900	8 591 595	8 540 582	7 150 077

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	1 827 908	671 721
Excédent de fonctionnement affecté	2	417 567	460 100
Réserves financières et fonds réservés	3	2 342 241	2 450 267
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	115 774)(	138 575)
Financement des investissements en cours	5	(2 348 984)	(679 430)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	26 753 351	23 193 940
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	28 876 309	25 958 023

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté

Administration municipale	9	1 794 034	638 267
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	33 874	33 454
	11	1 827 908	671 721

Excédent de fonctionnement affecté

Administration municipale			
▪ Budget exercice suivant	12.1	194 919	408 627
▪ Réaménagement garage municipal	12.2		14 531
▪ Résolution 0256-23 Versement École La Source	12.3		15 000
▪ Résolution 0300-23 Réfection boulevard Laurier est	12.4		21 942
▪ R10-21 Lot 228 Phase II	12.5	204 170	
▪ Résolution 211-07-2024 Réfection rue St-Joseph	12.6	18 478	
	13	417 567	460 100
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪	14.1		
	15		
	16	417 567	460 100

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
▪	17.1		
	18		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
▪ R06-2023 - Vidange des boues des étangs aérés ou achat d'eau	19.1	27 650	
	20	27 650	
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	21	211 522	176 759
Organismes contrôlés et partenariats	22		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	23	1 933 052	2 260 042
Organismes contrôlés et partenariats	24	4 683	
Montant non réservé			
Administration municipale	25		
Organismes contrôlés et partenariats	26	156 334	7 466
Fonds local d'investissement	27		
Fonds local de solidarité	28		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	29	9 000	6 000
Autres			
▪	30.1		
	31	2 314 591	2 450 267
	32	2 342 241	2 450 267

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	33	()	()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	34	()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	35	()	()
Mesure d'allègement pour la COVID-19	36	()	()
Autres	37	()	()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38	()	()
	39	()	()
Assainissement des sites contaminés	40	()	()
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	41	()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42	()	()
Autres			
▪	43.1	()	()
	44	()	()
Autres mesures d'allègement fiscal			
Mesures relatives à la TVQ			
Utilisation du fonds général	45	()	()
Utilisation du fonds de roulement	46	()	()
Mesures relatives à la COVID-19			
Utilisation du fonds général	47	()	()
Utilisation du fonds de roulement	48	()	()
Autres			
▪	49.1	()	()
	50	()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement			
Mesure relative à la TVQ	51	()	()
Mesure relative à la COVID-19	52	()	()
Frais d'émission de la dette à long terme	53	()	()
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	54	()	()
Autres			
▪ Règlement d'emprunt R01-19 RIAELC	55.1	(115 774)	(138 575)
	56	(115 774)	(138 575)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP			
Financement des activités de fonctionnement	57		
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	58		
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	59		
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	60		
Autres			
▪	61.1		
	62		
	63	(115 774)	(138 575)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	64		
Investissements à financer	65 (	2 348 984)(	679 430)
	66	(2 348 984)	(679 430)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	67	34 217 009	32 089 929
Propriétés destinées à la revente	68	654 610	372 684
Prêts	69		
Placements de portefeuille à titre d'investissement	70		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	71		
	72	34 871 619	32 462 613
Ajustements aux éléments d'actif	73		1
	74	34 871 619	32 462 614
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	75 (	11 143 983)(	12 226 267)
Frais reportés liés à la dette à long terme	76 (	39 593)(	65 288)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	77	2 949 534	2 884 306
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	78	115 774	138 575
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	79		
	80 (	8 118 268)(	9 268 674)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	81 ())
	82 (	8 118 268)(	9 268 674)
	83	26 753 351	23 193 940

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3	
Charge de l'exercice	4 ()	()
Cotisations versées par l'employeur	5	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	
Provision pour moins-value	12 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20	
Cotisations salariales des employés	21 ()	()
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ()	()
	23	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres	29.1	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31	
Rendement espéré des actifs	32 ()	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33	
Charge de l'exercice	34	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36	() ()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38	
Prestations versées au cours de l'exercice	39	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	43	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44	
DMERCA du nouveau volet	45	
DMERCA de l'ancien volet	46	
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet	47	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	% %
Autres hypothèses économiques		
▪	52.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 () ()	
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 () ()	
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 () ()	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 () ()	
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 () ()	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations salariales des employés	73	() ()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	() ()
	75	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	
Autres		
▪	81.1	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83	
Rendement espéré des actifs	84	() ()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85	
Charge de l'exercice	86	
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88	() ()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90	
Prestations versées au cours de l'exercice	91	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice		
(si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	% %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	% %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	% %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102	
Autres hypothèses économiques		
▪	103.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice	104		
Description des régimes et autres renseignements		2024	2023
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105		
Régime de retraite par financement salarial	106		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107		
Régime de retraite à prestations cibles	108		
Autres régimes	109		
	110		

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice	111		
Description des régimes et autres renseignements		2024	2023
RRS			
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	112		
Régime de retraite simplifié	113	24 160	20 737
REER	114		
Autres régimes	115		
	116	24 160	20 737

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2024	2023
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117		
Description du régime		2024	2023
Cotisations des élus au RREM	118		
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119		
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120		
	121		

Note

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
TAXES				
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	3 084 277	3 231 103	2 947 566
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7			
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	3 084 277	3 231 103	2 947 566
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	665 831	703 909	717 096
Égout	13	285 879	295 502	309 077
Traitement des eaux usées	14			
Matières résiduelles	15	321 317	332 291	321 238
Autres				
▪ Licences de chiens	16.1	5 875	5 750	6 000
▪ Vidange installations septiques	16.2	113	113	80
Centres d'urgence 9-1-1	17		15 823	14 334
Service de la dette	18			
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			
	22	1 279 015	1 353 388	1 367 825
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	1 279 015	1 353 388	1 367 825
	27	4 363 292	4 584 491	4 315 391

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	28	22 350	24 183	23 113
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	31	67 500	75 646	67 514
Cégeps et universités	32			
Écoles primaires et secondaires	33	23 325	27 968	23 318
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	34			
	35	113 175	127 797	113 945
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	36	1 550	1 558	1 558
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37		1 055	973
Taxes d'affaires	38			
	39	1 550	2 613	2 531
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	40	4 500	12 495	4 502
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	41		1 339	
	42	4 500	13 834	4 502
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	43			
Autres	44	33 485	33 400	26 608
	45	33 485	33 400	26 608
	46	152 710	177 644	147 586

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	47	1 611	1 611	
Sécurité publique				
Police	48			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	49			
Autres	50			1 761
Sécurité civile	51			
Autres	52			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	53	2 500	21 248	23 533
Enlèvement de la neige	54			
Autres	55			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	56			
Transport adapté	57			
Transport scolaire	58			
Autres	59			
Transport aérien	60			
Transport par eau	61			
Autres	62			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	63	4 395	4 396	32 385
Réseau de distribution de l'eau potable	64	17 685	17 686	18 803
Traitement des eaux usées	65			
Réseaux d'égout	66	12 259	27 906	36 744
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	67			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	68			
Tri et conditionnement	69			
Autres	70		10 577	
Autres	71			
Cours d'eau	72			
Protection de l'environnement	73			
Autres	74			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	75			
Autres	76			
Sécurité du revenu	77			
Autres	78			2 300
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	79	89 952	23 286	23 286
Rénovation urbaine	80			5 000
Promotion et développement économique	81			
Autres	82	352 045	42 182	42 182
Loisirs et culture				
Activités récréatives	83	18 911	28 238	28 238
Activités culturelles				27 107
Bibliothèques	84			
Autres	85			
Réseau d'électricité	86			
	87	497 747	166 553	220 638
				147 633

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	88			50 000
Sécurité publique				
Police	89			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	90			
Autres	91			
Sécurité civile	92			
Autres	93			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	94	30 000	30 000	52 842
Enlèvement de la neige	95			
Autres	96			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	97			
Transport adapté	98			
Transport scolaire	99			
Autres	100			
Transport aérien	101			
Transport par eau	102			
Autres	103			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	104	215 341	215 341	502 103
Réseau de distribution de l'eau potable	105	321 411	321 411	
Traitement des eaux usées	106		16 214	304 177
Réseaux d'égout	107	321 410	321 410	
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	108	102 819	102 819	
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	109			
Tri et conditionnement	110			
Autres	111		30 293	297
Autres	112			
Cours d'eau	113			
Protection de l'environnement	114			
Autres	115			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	116			
Autres	117			
Sécurité du revenu	118			
Autres	119			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	120			
Rénovation urbaine	121			
Promotion et développement économique	122			
Autres	123			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	124	50 585	50 585	445 316
Activités culturelles				
Bibliothèques	125			
Autres	126			
Réseau d'électricité	127			
	128	1 041 566	1 088 073	1 354 735

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	129			
Péréquation	130			
Neutralité	131			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	132			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	133	98 980	755 255	755 255
Fonds de développement des territoires	134			622 207
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	135			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	136	139 931	139 931	41 566
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	137			
Autres	138	10 567	10 567	
	139	98 980	905 753	663 773
TOTAL DES TRANSFERTS	140	596 727	2 214 464	2 166 141

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Grefe et application de la loi	141			
Évaluation	142			
Autres	143	15 443	15 443	
	144	15 443	15 443	
Sécurité publique				
Police	145			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	146			
Autres	147	125 439	154 466	162 371
Sécurité civile	148			
Autres	149			
	150	125 439	154 466	162 371
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	151			
Enlèvement de la neige	152			
Autres	153			
Transport collectif	154			
Autres	155			
	156			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	157			
Réseau de distribution de l'eau potable	158			
Traitement des eaux usées	159			
Réseaux d'égout	160			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	161	162 893	200 011	158 491
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	162	442 268	(183 927)	(99 382)
Tri et conditionnement	163			
Autres	164	101 092	96 619	131 176
Autres	165			
Cours d'eau	166			
Protection de l'environnement	167			
Autres	168			
	169	706 253	112 703	190 285

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	170			
Autres	171			
Autres	172			
	173			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	174	49 009	49 009	
Rénovation urbaine	175			
Promotion et développement économique	176			
Autres	177			
	178	49 009	49 009	
Loisirs et culture				
Activités récréatives	179			
Activités culturelles				
Bibliothèques	180			
Autres	181			
	182			
Réseau d'électricité	183			
	184	831 692	331 621	352 656

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Grefe et application de la loi	185			
Évaluation	186			
Autres	187	181 434	152 239	157 298
	188	181 434	152 239	157 298
Sécurité publique				
Police	189			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	190			
Autres	191			
Sécurité civile	192			
Autres	193	35 032	52 673	18 000
	194	35 032	52 673	18 000
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	195			
Enlèvement de la neige	196			
Autres	197			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	198			
Transport adapté	199			
Transport scolaire	200			
Autres	201			
Autres	202			
	203			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	204		6 261	9 802
Réseau de distribution de l'eau potable	205			2 312
Traitement des eaux usées	206			
Réseaux d'égout	207			2 312
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	208	25 167	2 340	5 183
Matières recyclables	209	28 239	2 750	11 605
Autres	210	13 737		157
Cours d'eau	211			
Protection de l'environnement	212			
Autres	213			
	214	67 143	5 090	31 371

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	215			
Autres	216			
Sécurité du revenu	217			
Autres	218			
	219			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	220			
Rénovation urbaine	221			
Promotion et développement économique	222			
Autres	223	3 500	1 866	1 866
	224	3 500	1 866	1 866
				2 042
				2 042
Loisirs et culture				
Activités récréatives	225	215 000	262 437	262 437
Activités culturelles				
Bibliothèques	226			
Autres	227			
	228	215 000	262 437	262 437
				254 531
Réseau d'électricité	229			
	230	502 109	474 305	480 566
				463 242
TOTAL DES SERVICES RENDUS	231	1 333 801	805 926	812 187
				815 898

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis 232	6 000	16 600	16 600	6 565
Droits de mutation immobilière 233	80 000	173 406	173 406	95 065
Droits sur les carrières et sablières 234				
Autres 235				
	236	86 000	190 006	101 630
AMENDES ET PÉNALITÉS 237	12 000	13 855	13 855	4 484
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE 238				
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS 239	12 000	37 129	37 819	61 663
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles 240		33 777	33 777	(45 734)
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés 241				
Produit de cession de propriétés destinées à la revente 242		3 226 183	3 226 183	701 645
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements 243				
Contributions des promoteurs 244				
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence 245				
Contributions des organismes municipaux 246				5 716
Autres contributions 247				
Redevances réglementaires 248				
Autres 249		170 124	168 442	(2 619)
	250	3 430 084	3 428 402	659 008
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION 251				

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	139 778	134 383		134 383	134 383	139 237
Greffé et application de la loi	2	15 000	4 716		4 716	4 716	23 118
Gestion financière et administrative	3	545 657	536 736	17 324	554 060	554 060	437 460
Évaluation	4	64 070	64 070		64 070	64 070	62 297
Gestion du personnel	5	8 000					7 489
Autres							
▪ Autres	6.1	73 167	78 217		78 217	78 217	65 796
	7	845 672	818 122	17 324	835 446	835 446	735 397
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	8	253 867	269 690		269 690	269 690	262 886
Sécurité incendie							
Premiers répondants	9						
Autres	10	321 432	359 465	63 447	422 912	422 912	450 517
Sécurité civile	11	16 578	13 837		13 837	13 837	26 193
Autres	12	1 463	2 193		2 193	2 193	1 950
	13	593 340	645 185	63 447	708 632	708 632	741 546
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	387 911	342 731	588 887	931 618	931 618	838 411
Enlèvement de la neige	15	299 145	302 574	1 268	303 842	303 842	303 230
Éclairage des rues	16	29 200	26 553		26 553	26 553	31 396
Circulation et stationnement	17	3 000	4 693		4 693	4 693	4 782
Transport collectif							
Transport en commun	18	7 393	7 392		7 392	7 392	7 256
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21	21 823	21 823		21 823	21 823	5 259
	22	748 472	705 766	590 155	1 295 921	1 295 921	1 190 334

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	892 710	1 002 786	65 272	1 068 058	1 219 871	1 085 407
Réseau de distribution de l'eau potable	24	213 765	188 090	118 725	306 815	306 815	297 470
Traitement des eaux usées	25	366 513	366 513	6 295	372 808	6 295	6 296
Réseaux d'égout	26	54 094	43 475	154 434	197 909	197 909	180 305
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	333 354	726 960		726 960	726 960	323 453
Élimination	28	164 721	164 721		164 721	164 721	157 154
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	513 263	639 983		639 983	639 983	364 011
Tri et conditionnement	30						73 999
Matières organiques							
Collecte et transport	31	130 350	224 880		224 880	185 798	173 724
Traitement	32						
Matériaux secs	33						
Autres	34						
Plan de gestion	35						
Autres	36						
Cours d'eau							
Protection de l'environnement	37						
Autres	38	1 000	1 000		1 000	1 000	1 021
Autres	39		113		113	113	80
	40	2 669 770	3 358 521	344 726	3 703 247	3 449 465	2 662 920
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Habitation							
Logement social	41	2 000					2 719
Autres	42						
Sécurité du revenu	43						
Autres	44						
	45	2 000					2 719

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Non audité	Administration municipale					Données consolidées	
	Budget 2024	Réalizations 2024			Total	Réalizations	Réalizations
	Sans ventilation	Sans ventilation	Ventilation de	2024		2023	
	de l'amortissement	de l'amortissement	l'amortissement				
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	46	149 385	189 288	26 983	216 271	216 271	157 774
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	47						
Autres biens	48						
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	49	50 953	50 630	23 201	73 831	73 831	64 334
Tourisme	50						
Autres	51	12 914	16 832		16 832	16 832	11 268
Autres	52		289 896		289 896	289 896	55 467
	53	213 252	546 646	50 184	596 830	596 830	288 843
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	54	36 478	25 792		25 792	25 792	30 288
Patinoires intérieures et extérieures	55	5 750	3 944	70 932	74 876	74 876	38 800
Piscines, plages et ports de plaisance	56	580 897	611 424	109 177	720 601	720 601	665 513
Parcs et terrains de jeux	57	203 400	185 004		185 004	185 004	176 667
Parcs régionaux	58						
Expositions et foires	59						
Autres	60	15 500	13 721		13 721	13 721	11 472
	61	842 025	839 885	180 109	1 019 994	1 019 994	922 740
Activités culturelles							
Centres communautaires	62	39 038	40 054		40 054	40 054	30 235
Bibliothèques	63	54 119	54 390	14 087	68 477	68 477	64 644
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	64						
Autres ressources du patrimoine	65						
Autres	66	37 761	38 898	34 159	73 057	73 057	66 355
	67	130 918	133 342	48 246	181 588	181 588	161 234
	68	972 943	973 227	228 355	1 201 582	1 201 582	1 083 974

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	69						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dette à long terme							
Intérêts	70	323 451	230 490		230 490	411 730	405 454
Autres frais	71		19 447		19 447	27 137	21 077
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	72						
Autres	73					13 839	17 813
	74	323 451	249 937		249 937	452 706	444 344
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	75						
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	76	1 000 000	1 294 191 (	1 294 191)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles consolidées	3
Analyse de la dette à long terme consolidée	4
Endettement total net à long terme consolidé	5
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	6

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par objets	8
Analyse de la rémunération non consolidée	9
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Rémunération des élus	12

Autres renseignements

Questionnaire	13
---------------	----

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	215 342	215 342	317 548
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3		104 642	229 937
Conduites d'égout	4	30 078	30 078	
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	2 875 173	2 875 173	307 421
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8			
Aires de stationnement	9			264 175
Parcs et terrains de jeux	10	371 396	371 396	561 506
Autres infrastructures	11		38 271	66 142
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	190 942	190 942	100 658
Édifices communautaires et récréatifs	14	48 283	48 283	368 975
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	103 836	181 885	56 524
Ameublement et équipement de bureau	18			284
Machinerie, outillage et équipement divers	19	144 706	216 464	84 567
Terrains	20	177 748	177 748	135 929
Autres	21			
	22	4 157 504	4 450 224	2 493 666

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES**
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	1	215 342	215 342	317 548
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3		104 642	229 937
Conduites d'égout	4	30 078	30 078	
Autres infrastructures	5	3 246 569	3 284 840	1 199 244
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	6			
Usines de traitement de l'eau potable	7			
Usines et bassins d'épuration	8			
Conduites d'égout	9			
Autres infrastructures	10			
Autres immobilisations corporelles	11	665 515	815 322	746 937
	12	4 157 504	4 450 224	2 493 666

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3	2 264 726	1 075 314	1 402 304	1 937 736
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5				
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	7 142 523	(1 680 878)	(834 661)	6 296 306
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	9 407 249	(605 564)	567 643	8 234 042
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	2 273 665	488 082	153 158	2 608 589
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11	554 319	102 819	327 912	329 226
Autres tiers	12				
	13	2 827 984	590 901	481 070	2 937 815
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14	56 322	14 663	59 266	11 719
	15	2 884 306	605 564	540 336	2 949 534
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	2 884 306	605 564	540 336	2 949 534
	19	12 291 555		1 107 979	11 183 576
Dette en cours de refinancement	20 ()		()
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	12 291 555		1 107 979	11 183 576

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ

AU 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	7 108 700
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	2 094 437
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5.1	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	6	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	1 933 052
Débiteurs	8	1 627 638
Autres montants	9	14 663
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	
Autres		
▪ Investissement à financer autrement que par dette	11.1	1 276 315
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	4 351 469
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
	13	3 018 756
Endettement net à long terme	14	7 370 225
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	15	318 095
Communauté métropolitaine	16	
Autres organismes	17	
Endettement total net à long terme	18	7 688 320
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20	
	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	7 688 320
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus, et à la ligne 18, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	24	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
Administration générale					
Greffé et application de la loi	1				
Évaluation	2	64 070	64 070	64 070	62 297
Autres	3	71 520	71 520	71 520	59 931
Sécurité publique					
Police	4				
Sécurité incendie	5	20 589	20 589	20 589	20 039
Sécurité civile	6				
Autres	7				
Transport					
Réseau routier	8				
Transport collectif	9				
Autres	10	21 823	21 823	21 823	5 259
Hygiène du milieu					
Eau et égout	11	1 259 223	1 369 299		
Matières résiduelles	12	174 367	174 367	174 367	166 687
Cours d'eau	13				
Protection de l'environnement	14	1 000	1 000	1 000	1 021
Autres	15				
Santé et bien-être					
Habitation	16				
Autres	17				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	18				
Rénovation urbaine	19				
Promotion et développement économique	20	44 458	44 458	44 458	42 505
Autres	21				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	22				
Activités culturelles	23	4 914	4 914	4 914	5 018
Réseau d'électricité	24				
	25	1 661 964	1 772 040	402 741	362 757

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		2024	2023
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	4 157 504	2 211 207
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	4 157 504	2 211 207

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	5,50	35,00	10 046,20	431 978	86 174	518 152
Professionnels	2						
Cols blancs	3	7,90	35,00	14 435,40	311 069	46 761	357 830
Cols bleus	4	7,21	40,00	15 048,48	451 533	86 400	537 933
Policiers	5						
Pompiers	6	3,42	40,00	7 139,68	182 701	23 683	206 384
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	24,03		46 669,76	1 377 281	243 018	1 620 299
Élus	9	7,00			119 991	7 926	127 917
	10	31,03			1 497 272	250 944	1 748 216

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2	4 396	130 475	84 866		219 737
Réseau de distribution de l'eau potable	3	17 686		321 411		339 097
Traitement des eaux usées	4					
Réseaux d'égout	5	27 906		321 410		349 316
Autres	6	1 042 269		10 152	153 301	1 205 722
	7	1 092 257	130 475	737 839	153 301	2 113 872

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		2024	2023
Administration générale			
Greffes et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3		
	4		
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	6		
Autres	7	5 948	6 657
Sécurité civile	8		
Autres	9		
	10	5 948	6 657
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	11		
Enlèvement de la neige	12		
Autres	13		
Transport collectif	14		
Autres	15		
	16		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	17	6 574	5 789
Réseau de distribution de l'eau potable	18	83 978	105 209
Traitement des eaux usées	19		
Réseaux d'égout	20	109 687	107 575
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	21	5 241	11 589
Matières recyclables	22	1 302	7 130
Autres	23		
Cours d'eau	24		
Protection de l'environnement	25		
Autres	26		
	27	206 782	237 292
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	28		
Autres	29		
Sécurité du revenu	30		
Autres	31		
	32		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	33		
Rénovation urbaine	34		
Promotion et développement économique	35		
Autres	36	19 089	
	37	19 089	
Loisirs et culture			
Activités récréatives	38	18 118	3 799
Activités culturelles			
Bibliothèques	39		
Autres	40		
	41	18 118	3 799
Réseau d'électricité			
	42		
	43	249 937	247 748

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>		Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
			Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Huguette Charest	1.1	Maire	25 950	12 975	6 616	3 308
William Arsenault	1.2	Maire suppléant	11 103	5 551		
Suzanne Croteau	1.3	Conseiller	8 823	4 412		
Marc Legros	1.4	Conseiller	8 823	4 412		
Jessika Daigle	1.5	Conseiller	8 823	4 412		
Denis Pérusse	1.6	Conseiller	8 823	4 412		
Ghislain Beaulieu	1.7	Conseiller	8 823	4 412		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité**OUI****NON**

1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre

1 325 000 \$

Les questions 2 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités locales seulement

2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?

2 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

3 \$

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?

4 ☐ ☒

4. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille

5 \$

Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement

6 \$

Ligne 3 : Autres revenus

7 \$

Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille

8 \$

Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value

9 \$

Ligne 7 : Autres créances douteuses

10 \$

Ligne 9 : Autres charges

11 \$

Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie

12 \$

Ligne 13 : Placements de portefeuille

13 \$

Ligne 14 : Débiteurs

14 \$

Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement

15 \$

Ligne 16 : Provision pour moins-value

16 \$

Ligne 19 : Créiteurs et charges à payer

17 \$

Ligne 20 : Revenus reportés

18 \$

Ligne 21 : Dette à long terme

19 \$

Ligne 24 : Libres

20 \$

Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts

21 \$

Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts

22 \$

Montant des pardons de prêts constatés

Solde cumulatif au début de l'exercice

23 \$

Constatés au cours de l'exercice

24 \$

Solde cumulatif à la fin de l'exercice

25 \$

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

5. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	26	_____	\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	27	_____	\$
Ligne 3 : Autres revenus	28	_____	\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	29	_____	\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	30	_____	\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	31	_____	\$
Ligne 9 : Autres charges	32	_____	\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	33	_____	\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	34	_____	\$
Ligne 14 : Débiteurs	35	_____	\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	36	_____	\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	37	_____	\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	38	_____	\$
Ligne 20 : Revenus reportés	39	_____	\$
Ligne 21 : Dette à long terme	40	_____	\$
Ligne 24 : Libres	41	_____	\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	42	_____	\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	43	_____	\$

Les questions 6 à 15 s'appliquent aux municipalités locales seulement

6. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :

- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.

44 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

45 _____ \$

- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.

46 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2024

47 _____ \$

- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).

48 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

49 _____ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).

50 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

51 _____ \$

Si oui, pour chaque redevance exigée, indiquer l'assiette, le montant de la redevance et le numéro de règlement :

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

- e) le pouvoir d'imposer une taxe basée sur la valeur de tout immeuble comportant un logement vacant ou sous-utilisé à des fins d'habitation en vertu de l'article 500.5.1 LCV (1000.5.1 CM).

52 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

53 _____ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?

54 ☐ ☒

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

55 ☐ ☐

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

56 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

57 _____ \$

- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

58 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

59 _____ \$

Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution et le numéro de règlement :

9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?

60 ☐ ☒

Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :

- a) crédits de taxes

61 _____ \$

- b) autres formes d'aide

62 _____ \$

10. La municipalité a-t-elle conclu avec toute autre municipalité locale une entente relative au partage de certains revenus en vertu de l'article 95.2 LCM?

63 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

64 _____ \$

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

11. La municipalité établit-elle un taux particulier à la catégorie des terrains vagues desservis supérieur au double du taux de base en vertu de l'article 244.49 LFM? 65 ☐ ☒
- Si oui, octroie-t-elle un crédit de taxe aux personnes ayant acquis, par succession, la propriété d'un terrain vague desservi ou d'une part indivise de celui-ci en vertu des articles 253.1 à 253.4 LFM? 66 ☐ ☐
- Si oui, indiquer le montant total crédité en 2024 67 _____ \$
12. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2024
- Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2024 68 \$
13. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2024 dans le cadre du *Volet entretien* du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD 69 _____ \$
- Total des frais encourus admissibles au volet Entretien :
- a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 70 _____ \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été
 - Systèmes de sécurité 71 _____ \$
 - Chaussées pavées - entretien préventif 72 _____ \$
 - Chaussées pavées - entretien palliatif 73 _____ \$
 - Chaussées en gravier - entretien préventif 74 _____ \$
 - Chaussées en gravier - entretien palliatif 75 _____ \$
 - Systèmes de drainage 76 _____ \$
 - Abords de routes 77 _____ \$
 - Total des dépenses relatives à l'entretien d'été 78 _____ \$
- b) Dépenses d'investissement
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 79 _____ \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été 80 _____ \$
- c) Total des frais encourus admissibles 81 _____ \$
- d) Description des dépenses d'investissement
- Relatives à l'entretien d'hiver :
 - Relatives à l'entretien d'été :
- e) Si le total des frais encourus à la ligne 81 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2024 (ligne 69), veuillez fournir les justifications :
- f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 78 et 80), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2024 (ligne 69), veuillez en fournir les explications :

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

82 _____

b) Date d'adoption de la résolution

83 _____

14. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*?

84 ☒ ☐

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

a) Numéro de la résolution

85 _____ R81-19

b) Date d'adoption de la résolution

86 _____ 2019-03-04

15. Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)

Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année

a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2)

87 _____

b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3)

88 _____

Examens par un médecin vétérinaire, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens, au cours de l'année

c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire (art. 5)

89 _____

d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique (art. 8)

90 _____

e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure (art. 9)

91 _____

f) Nombre de chiens euthanasiés parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves (art. 10)

92 _____

g) Nombre de chiens euthanasiés puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient (art. 11)

93 _____

Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens

h) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité, peu importe leur poids (art. 16)

94 _____ 230

i) Nombre total de chiens dont le poids est de plus 20 kg, enregistrés auprès de la municipalité (art. 16)

95 _____ 75

j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité (art. 16)

96 _____

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Règlement

- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement?

97 ☒ ☐

La question 16 s'applique aux MRC seulement

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité**OUI****NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1 ☒☐

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, les *Normes comptables pour le secteur public* exigent que l'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec les résultats prévus au budget sur une base consolidée, sauf si les renseignements budgétaires relatifs aux organismes consolidés permettant de constituer un budget consolidé ne sont pas disponibles. Est-ce que l'organisme municipal présente le budget consolidé?

2 ☒☐

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

3 ☒☐

Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

3. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

4 ☐☒

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

5 ☐☒

5. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MRNF une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

6 ☐☒

La question 6 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

6. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

7 ☐☒

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

8 ☐☐

Les questions 7 et 8 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- ☒ J'atteste que le présent rapport financier consolidé transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- ☒ Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- ☒ Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : 2025-05-05

Nom du signataire : Stéphane Dion

Fonction du signataire : Directeur général et greffier-trésorier

Date de transmission au Ministère : 2025-05-06

Date et heure de la dernière modification : 2025-04-23 08:40

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Budget 2024	Réalisations 2024		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus						
Fonctionnement	1	6 273 051	6 556 530	9 349 849	1 383 731	9 409 203
Investissement	2	1 626 012		2 003 158	205 579	2 049 665
	3	7 899 063	6 556 530	11 353 007	1 589 310	11 458 868
Charges	4	7 026 767	7 368 900	8 591 595	1 432 436	8 540 582
Excédent (déficit) lié aux activités	5	872 296	(812 370)	2 761 412	156 874	2 918 286
Moins : revenus d'investissement	6 (	1 626 012)(	) (	2 003 158)(	205 579)(	2 049 665)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	(753 716)	(812 370)	758 254	(48 705)	868 621
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8	1 237 926	1 000 000	1 294 191	300 367	1 594 558
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9					
Remboursement de la dette à long terme	10 (	275 433)(	440 424)(	384 908)(	195 384)(	580 292)
Affectations						
Activités d'investissement	11 (	462 472)(	118 070)(	1 064 954)(	30 990)(	1 255 016)
Excédent (déficit) accumulé	12	476 934	370 864	247 936	(24 868)	223 068
Autres éléments de conciliation	13	125 201		1 018 480		1 018 480
	14	1 102 156	812 370	1 110 745	49 125	1 000 798
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	348 440		1 868 999	420	1 869 419

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2023	2024	2023
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Actifs financiers				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	1 521 983	1 641 804	1 743 295
Débiteurs	2	4 111 035	4 748 057	6 401 123
Prêts	3			
Placements de portefeuille	4			
Autres	5			
	6	5 633 018	6 389 861	8 144 418
Passifs				
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	7			
Emprunts temporaires	8		500 000	807 681
Créditeurs et charges à payer	9	1 207 112	1 870 153	2 049 787
Revenus reportés	10	90 220	230 129	230 129
Dette à long terme	11	7 879 404	7 087 851	11 143 983
Passif au titre des avantages sociaux futurs	12			
Autres	13			
	14	9 176 736	9 688 133	14 231 580
Actifs financiers nets (dette nette)	15	(3 543 718)	(3 298 272)	(6 087 162)
Actifs non financiers				
Immobilisations corporelles	16	24 166 757	26 301 484	34 217 009
Autres	17	375 981	757 220	746 462
	18	24 542 738	27 058 704	34 963 471
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	19	638 267	1 794 034	1 827 908
Excédent de fonctionnement affecté	20	460 100	417 567	417 567
Réserves financières et fonds réservés	21	2 442 801	2 153 574	2 342 241
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	22 (	)(	)(	115 774)(
Financement des investissements en cours	23	(643 569)	(2 094 437)	(2 348 984)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24	18 101 421	21 489 694	26 753 351
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	25			
	26	20 999 020	23 760 432	28 876 309
				25 958 023

Extrait du rapport financier, pages S8, S15 et S23

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2024**

		2024	2023
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Budget exercice suivant	1.1	194 919	408 627
▪ Réaménagement garage municipal	1.2		14 531
▪ Résolution 0256-23 Versement École La Source	1.3		15 000
▪ Résolution 0300-23 Réfection boulevard Laurier est	1.4		21 942
▪ R10-21 Lot 228 Phase II	1.5	204 170	
▪ Résolution 211-07-2024 Réfection rue St-Joseph	1.6	18 478	
	2	417 567	460 100
Organismes contrôlés et partenariats ¹	3		
	4	417 567	460 100
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
▪	5.1		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats	6	27 650	
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	7	211 522	176 759
Organismes contrôlés et partenariats	8		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Administration municipale	9	1 933 052	2 260 042
Organismes contrôlés et partenariats	10	161 017	7 466
Fonds local d'investissement	11		
Fonds local de solidarité	12		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	13	9 000	6 000
Autres			
▪	14.1		
	15	2 342 241	2 450 267
	16	2 759 808	2 910 367

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME

AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	4 351 469
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	7 688 320

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE

AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
		Total consolidé	Total consolidé
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4	1 937 736	2 264 726
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	6 296 306	7 142 523
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6		
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	2 608 589	2 273 665
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9	340 945	610 641
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	10		
	11	11 183 576	12 291 555

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalizations 2023	Budget 2024	Réalizations 2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	12	4 315 391	4 363 292	4 584 491	4 584 491
Compensations tenant lieu de taxes	13	147 586	152 710	177 644	177 644
Quotes-parts	14				
Transferts	15	764 534	596 727	1 072 306	1 126 391
Services rendus	16	791 035	1 333 801	805 926	812 187
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	106 114	98 000	203 861	203 861
Autres	18	148 391	12 000	2 505 621	2 504 629
	19	6 273 051	6 556 530	9 349 849	9 409 203
Investissement					
Taxes	20				
Quotes-parts	21				
Transferts	22	1 050 261		1 041 566	1 088 073
Autres	23	575 751		961 592	961 592
	24	1 626 012		2 003 158	2 049 665
	25	7 899 063	6 556 530	11 353 007	11 458 868

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
Administration générale	1	845 672	818 122	17 324	835 446	835 446	735 397
Sécurité publique							
Police	2	253 867	269 690		269 690	269 690	262 886
Sécurité incendie	3	321 432	359 465	63 447	422 912	422 912	450 517
Autres	4	18 041	16 030		16 030	16 030	28 143
Transport							
Réseau routier	5	719 256	676 551	590 155	1 266 706	1 266 706	1 177 819
Transport collectif	6	7 393	7 392		7 392	7 392	7 256
Autres	7	21 823	21 823		21 823	21 823	5 259
Hygiène du milieu							
Eau et égout	8	1 527 082	1 600 864	344 726	1 945 590	1 730 890	1 569 478
Matières résiduelles	9	1 141 688	1 756 544		1 756 544	1 717 462	1 092 341
Autres	10	1 000	1 113		1 113	1 113	1 101
Santé et bien-être	11	2 000					2 719
Aménagement, urbanisme et développement							
Aménagement, urbanisme et zonage	12	149 385	189 288	26 983	216 271	216 271	157 774
Promotion et développement économique	13	63 867	67 462	23 201	90 663	90 663	75 602
Autres	14		289 896		289 896	289 896	55 467
Loisirs et culture	15	972 943	973 227	228 355	1 201 582	1 201 582	1 083 974
Réseau d'électricité	16						
Frais de financement	17	323 451	249 937		249 937	452 706	444 344
Effet net des opérations de restructuration	18						
	19	6 368 900	7 297 404	1 294 191	8 591 595	8 540 582	7 150 077
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20	1 000 000	1 294 191 (	1 294 191)			
	21	7 368 900	8 591 595		8 591 595	8 540 582	7 150 077

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Réalisations 2024		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus d'investissement	1	1 626 012	2 003 158	205 579	2 049 665
Éléments de conciliation à des fins fiscales					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	2 211 207)(	4 157 504)(	292 720)(	4 450 224)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	51 391)(	571 821)(	)	571 821)
Financement à long terme des activités d'investissement	4	3 316 027	(586 712)	(6 201)	(592 913)
Affectations					
Activités de fonctionnement	5	462 472	1 064 954	30 990	1 255 016
Excédent accumulé	6	201 762	1 869 686		1 869 686
	7	1 717 663	(2 381 397)	(267 931)	(2 490 256)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	3 343 675	(378 239)	(62 352)	(440 591)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S14